

sont pas dans la zone franc, à l'instar du Ghana, enregistrent de bien meilleures performances économiques. L'UEMOA affichait un taux de croissance moyen de 3 % l'an dernier, contre 2,6 % en 1994. Celui de la Cemac est passé de 1 % il y a quinze ans à un timide 4 % en 2007, alors que l'Afrique subsaharienne enregistrait une performance de 7,2 % l'an dernier.

De plus, le manque de « fluidité » persiste entre les régions très différentes de la zone : celle du pétrole des pays d'Afrique centrale, qui a dépassé les 5 300 milliards de F CFA (8 milliards d'euros) d'avoirs en juin dernier, et celle de l'Afrique de l'Ouest plutôt dominée par le cacao et l'or blanc, dont les avoirs cumulaient péniblement 4 300 milliards de F CFA à la même date. « Il n'y a pas de régime de change idéal, note Konan Banny. Au régime fixe choisi au sein de

marchés financiers en laissant flotter le franc CFA ou en l'intégrant à un panier d'autres devises comme le dollar ou le yuan chinois. » Cette formule aurait ainsi l'avantage d'introduire le principe d'un flottement contrôlé – autrement dit une gestion souple – qui permettrait de corriger les effets néfastes dus à la surévaluation par rapport au dollar. « Cette question de la parité fixe doit en tout cas être discutée », note Abou Bakar Traoré, ministre malien des Finances.

Toutefois ces changements, s'ils voient le jour, prendront du temps et n'interviendront qu'après des décisions communes des chefs d'État des pays membres. Au moins en théorie, la situation devrait se clarifier lorsque le franc CFA sera fondu dans une monnaie

commune à l'Afrique comme cela est annoncé pour... 2021. « En attendant cette échéance, il faut étendre cette monnaie à d'autres pays de manière à concurrencer le naira nigérian, préconise le président de la Commission de l'UEMOA. Mais toute nouvelle avancée dans l'intégration régionale suppose une convergence des politiques budgétaires et surtout l'existence plus affirmée de marchés africains. « Il faut cesser de croire que la monnaie peut tout, tempère Damo Justin Barro, ancien vice-gouverneur de la BCEAO. Vous aurez beau avoir une monnaie forte, à taux fixe ou non, arrimée ou pas à une grande devise, elle ne pourra rien dans une économie peu développée. » ■

FRÉDÉRIC LE JEAL

La croissance du PIB des quinze pays handicapée par l'arrimage à l'euro.

la zone franc doivent correspondre des politiques économiques, financières et budgétaires suffisamment flexibles pour préserver constamment la compétitivité par rapport aux concurrents étrangers. »

LA PARITÉ FIXE REMISE EN CAUSE

Mais la persistance d'un euro fort, structurellement surévalué face au dollar, qui rend certaines exportations peu compétitives, à commencer par le coton des pays producteurs ouest-africains, renforce l'argumentaire des partisans d'une évolution nécessaire du franc CFA. Pour eux, si la parité fixe avec la monnaie de la zone euro est un facteur de stabilité, elle dépossède les quinze pays africains de la gestion de leur balance des paiements, un levier majeur de pilotage d'une économie en fonction de l'évolution des échanges et des cours des devises.

« L'ancrage à l'euro suspend notre monnaie à la conjoncture européenne, qui ne reflète pas la réalité de nos économies et nous prive d'une partie du pilotage des politiques monétaires, confirme Soumaïla Cissé. Nous devons aller vers plus de flexibilité et nous ouvrir aux

3 QUESTIONS À...

CAMILLE SARI

Consultant international, spécialiste des monnaies



VINCENT FOURNIER/JA

1 JEUNE AFRIQUE : Quel bilan tirer quinze ans après la dévaluation du franc CFA ?

CAMILLE SARI : Elle a permis aux pays des deux zones concernées de développer les échanges interafricains et d'économiser ainsi des devises. Par ailleurs, presque tous les pays (Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali...) ont développé leurs exportations, même s'ils ont payé plus cher en retour leurs importations. En revanche, le fait d'avoir figé la parité, privant les pays de la capacité d'ajuster la monnaie aux conditions du marché, est le revers de la médaille. Mais le bilan demeure très positif et je plaide pour une monnaie commune pour le Maghreb.

2 À qui l'avantage, ces dernières années, entre le franc CFA et les monnaies indexées sur un panier de devises ?

Il n'y a pas photo : c'est le franc CFA. Pendant une longue période, le dinar algérien a été surévalué par fierté nationale. L'économie algérienne en a souffert. Quant au Maroc, sa politique de dévaluation rampante pour attirer des investisseurs étrangers, développer les exportations et le tourisme s'est faite au détriment du pouvoir d'achat. De son côté, le franc CFA a assuré la stabilité et procuré de la visibilité aux investisseurs. Il a aussi permis d'éviter l'hyperinflation, à la différence du Maghreb. Le franc CFA a imposé la rigueur et la discipline dans la gestion de la monnaie avec le Trésor français en garant de la stabilité monétaire.

3 Faut-il faire évoluer le franc CFA ?

La monnaie repose sur la confiance. Cette idée d'une monnaie commune reste le meilleur système parmi ce qui peut se faire en attendant que les quinze États de la zone du franc CFA adoptent des mesures de bonne gouvernance, de discipline et de gestion rationnelle d'une monnaie. Sinon, c'est comme prendre le risque de laisser jouer seul un enfant au bord d'un lac. ■

Propos recueillis par JEAN-MICHEL MEYER